

Signes du temps

Les élections en France et la fin de la cinquième République

André Bleicher

En France les élections présidentielles ont mené à résultat remarquable : pour la première fois dans l'histoire de la cinquième République, l'alternance — pour ainsi dire institutionnalisée — entre la droite et la gauche n'a pas fonctionné. Ni le candidat des Socialistes, *Benoît Hamon*, ni celui des Droites, *François Fillon*, n'atteignirent le ballottage. Au lieu de cela, s'y retrouvèrent *Marine Le Pen* et le futur vainqueur, *Emmanuel Macron* — chacun d'eux à la tête d'un mouvement agissant avant tout en dehors de l'action parlementaire. Si on y rajoute *Jen-Luc Mélenchon*, le chef de la *France insoumise*, qui s'est placé en quatrième position, alors ce sont 60% de voix qui ont été données à des politiques appartenant à un mouvement, lesquels étaient jusqu'alors le plus largement non représentés ou bien très insuffisamment seulement — mesurés au pourcentage de la participation —. Cela révèle que la cinquième République, fondée par *Charles de Gaulle* en 1958 et orientée à gauche par *François Mitterrand*, se trouve dans une profonde crise de représentation. Les piliers sur lesquels elle reposait s'érodent de plus en plus. L'état providence français en arrivent, en considération du taux de chômage de 10%, aux limites de sa capacité de production et le niveau élevé des revenus s'avère désavantageux dans le concurrence vis-à-vis de pays au niveau de revenus plus bas ou intérieurement dévalués — particulièrement l'Allemagne¹. Cela mène à ce que la production industrielle en France menace d'entrer en récession. Eu égard au 20 % de chômage chez les Jeunes, d'endettement d'état en accroissement qui empêche d'avoir les coudées franches nécessaires, un grand nombre de régions industrielles dépendantes, qui prospéraient autrefois, les anciens représentants du système n'ont pas reconnu les signes du temps. Ainsi, par exemple, *François Fillon*, qui se berçait d'être le candidat de pointe des conservateurs se désavoua lui-même, ou bien *Benoît Hamon*, qui força sur l'allocation inconditionnelle de base, laquelle ne pouvait pas sérieusement venir à bout d'aucune des situations problématiques, et présenta de cette manière en tout cas une simulation de politique — le Socialiste qui prend la poudre d'escampette dans le monde de l'utopie.

1. La naissance d'un nouveau droit

Selon les proclamations de *Marine Le Pen*, elle se voyait légitimée en cas de victoire, après l'exemple des *brexiters* et des annonces pleinement du même goût de Donald Trump, à fermer les frontières, renvoyer les Migrants et de faire un référendum sur le maintien dans l'UE ? Et elle eût pu là-dessus renvoyer au fait que *François Hollande* avait ordonné l'état d'urgence depuis les attaques du 13 novembre 2015, e l'avait prolongé depuis à cinq reprises. Il se révèle, comme on avait le discernement à bon droit Giorgio Agamben (2004), que tout état d'urgence tend par là même à se perpétuer.² Les lois de prolongement de l'état d'urgence de Hollande, prévoient, pour préciser, qu'un changement de gouvernement ne met pas fin à l'état d'urgence.

Il est certain que si *Marine Le Pen* avait remporté les élections présidentielles en France, les conflits se fussent aggravés et elle aurait alors tout entrepris — sur la base de cet état d'urgence — pour supprimer la démocratie bourgeoise qui prit son départ dans ce pays en 1789.

¹ Voir pour plus de détail, concernant l'Agenda 2010 avec limitation des salaires en Allemagne depuis Schröder, le travail de Stephan Eisenhut dans la revue *Die Drei* 6/2017 : « *Un faux cadeau. Sur l'importance du surplus d'exportation de l'économie allemande* ». Traduction française disponible sans plus auprès du traducteur. *ndt*

² Le juriste constitutionnel Dominic Rousseau parle pour cette raison de la France comme d'un « état policier en devenir ». *ndr S.I.*

L'élection présidentielle et les élections parlementaires ont donc tout d'abord apporté une détente en Europe, car au *brexit* ne s'ensuit pas de *Frexit* désormais. La guerre civile française à prévoir est provisoirement abjurée, les conditions préalables la rendant possible restent nonobstant inchangées.

En France se forme un nouveau mouvement de droite et les porteurs de ce mouvement n'est pas le Front national en premier lieu, mais les partisans du candidat *François Fillon* : quand bien même celui-ci trébucha en définitive sur un scandale « fait maison », il dispose pourtant d'une vaste alliance consistant en associations d'entrepreneurs, banques et médias de droite. Mais il s'appuie avant tout sur des —selon Emmanuel Todd (2015) des zombies-catholiques et sur des réactionnaires des camps les plus divers. Cette formation parut au grand jour pour la première fois, en mars 2013, lorsqu'elle organisa des manifestations contre la nouvelle loi-famille (mariage homo) pendant plusieurs mois. Pendant quelques jours, il sembla même que cette alliance pût faire chuter le gouvernement socialiste. Soudain un million de manifestants de ce bloc de droite contre l'homosexualité envahirent les rues pour manifester, dans une France laïque éclairée amoureuse de la vie et de la culture, s'attaquèrent aux commerces et crièrent des slogans bigots. Leur porte-parole se présentait, en imitant le *look* de la blonde Brigitte Bardot — comme « Frigide Barjot » (barjot = toqué) et une majorité de députés citoyens soutinrent ce mouvement.

Cela étant, il ne s'agit pas seulement d'une manifestation de différence culturelle de grande gueules. Là où des êtres humains congédient des idéaux comme l'émancipation, le libre choix, la possibilité du bonheur de tous ou ne serait-ce que la tolérance d'autres styles de vie, alors les ruptures sociales deviennent visibles. L'exigence de l'exclusion de ceux qui pensent autrement, selon la discrimination, la normalisation et la répression résulte d'un besoin de sécurité qui, à la suite de la crise capitaliste du système sociétal, qui dure depuis 2007, ne peut plus être garanti dans une mesure suffisante.

De tels développements sociétaux régressifs débutent souvent par des glissements à peine perceptibles qui, sans contre-mouvement correspondant, peuvent déployer une dynamique énorme — Nancy Fraser (2017) a montré cela aux USA à l'appui du glissement en faveur de Donald Trump.

C'est pourquoi c'est à peine surprenant que ce mouvement, quelques années plus tard déjà, s'avère pour ainsi dire « hégémoniste ». Les manifestations « *Je suis Charlie* » qui se solidariserent après l'attaque terroriste du 7 janvier 2015, contre le journal satirique parisien, rassemblèrent cette fois-ci plusieurs millions de participants à la marche massive du 11 janvier, la plus grande manifestation de l'histoire de France. Emmanuel Todd (2015) s'est donné la peine d'esquisser un portrait socio-politique de « Charlie », et — comme l'écrit Todd — de mettre à nu les « déterminations inconscientes » des manifestants. Todd procède méthodologiquement de la façon suivante : Il dispose des cartes de France côte à côte. L'une indique pour chaque département du pays le pourcentage des prêtres catholiques qui, en 1791 jurèrent loyauté à la Constitution républicaine, une autre celle du vote non au référendum sur le traité de Maastricht de 1992, une troisième, celle des pratiquants catholiques de 2009 et une quatrième le facteur d'empreinte de l'égalitarisme dans les mentalités actuelles. Toutes ces cartes indiquent des similitudes : en comparant les pourcentages de participants aux marches du 11 janvier dans les 85, grande villes du pays l'auteur en arrive à la conclusion que ces territoires-là, qui se seraient particulièrement montrés amicaux aux manifestations, étaient autrefois des bastions de la foi et où aujourd'hui encore, étant donné la chute du christianisme dans ces régions qui a atteint son stade ultime, quelque chose continue d'y vivre que Todd caractérise — de la même façon détestable et prégnante — comme du catholicisme-zombie des acteurs catholiques agissant encore habituellement. : cela concerne le sud-ouest, le nord-est, la pointe nord-ouest autour de la Bretagne et aussi une région

s'étendant au sud du centre. D'où Todd — qui passe en France pour une *unperson*³ — dérive la thèse qu'au 11 janvier, ce point du tout la France toute entière qui est allée dans les rues,, mais au contraire simplement cette moitié du pays qui était autrefois conte la Révolution et contre Dreyfus, plu tard ensuite pour Vichy⁴ — et qui adore aujourd'hui ce veau d'or qui a remplacé le christianisme : l'UE, de gesticulation aujourd'hui néo-libérale.

Largement éloigné de cela, uni pour marcher pour les valeurs de la République, un « bloc hégémonique », que Todd élucide selon l'acronyme MAZ (classe Moyenne, Anciens et Zombie-catholiques) aurait donc affirmé ce jour-là sa dominance sur les ouvriers et habitants désavantagés des banlieues . « Charlie » se trouve être, comme le modèle économique de la zone Euro, (monnaie forte, chômage élevé), ce que défend le bloc MAZ, pour une société juste et égoïste. Derrière la façade égalitariste ouverte, se dissimule un édifice qui s'appuie sur l'inégalité et l'exclusion — de superstructure libérale et d'infrastructure autoritaire, selon Todd. Charlie a instrumentalisé, pour ainsi dire, l'islamophobie comme un outil, voire en effet comme une arme pour le contrôle social. Une solution inexprimée des manifestaitons eût été la permission, voire en effet l'indication « de cracher sur la religion du plus faible ».

À ce mouvement, *Marien Le Pen* et le Front national n'est pas associable dans l'intervalle. C'est en cela que repose la raison essentielle de son échec aux élections présidentielles comme aux élections parlementaires. — Le Front national n'a pas encore réalisé son virage néolibéral jusqu'à présent ; Les post-fascistes ne peuvent rien commencer non plus avec le terme de société, mais ils se comprennent au moins au plan de la rhétorique comme « sociaux »⁵, quand bien même encore au sens populaire d'une communauté (de sang).⁶ *Marien Le Pen* a mené une sorte de copier-coller de combat électoral. Elle copia ses meilleures idées simplement auprès de la gauche de chez Mélenchon, et même souvent en les reproduisant textuellement⁷.

Dans cette situation, *Fillon* et *Le Pen* fit grandir un nouvel opposant : *Emmanuel Macron*. Celui-ci serviteur de l'élite de l'état, banquier d'investissement, conseiller des présidents de gauche comme de droite et à la fin Ministre de l'économie sous le président *Hollande*, devint le guide d'un mouvement « En marche » — ce par quoi son programme est déjà suffisamment caractérisé À la fin 20 millions de Français votèrent pour lui — deux fois plus que pour *Le Penet* dans la presse française on lit : « La contre-révolution de droit a été stoppée à Paris. Cela vaut d'examiner si cette affirmation est bien réelle.

³ Au sens d'Orwell : à savoir une personne, autrefois influente, connue de la vie publiques et politique condamnée désormais par divers groupes, partis ou médias à ne plus exister dans la conscience publique. *ndt*

⁴ Et la collaboration, car la Résistance (communistes à part) est vraiment nettement apparue bien après la chute de Stalingrad, en 1943. *ndt*

⁵ Raison pour laquelle ils séduisent les anciens communistes déboussolés du Bassin minier de nos régions délaissées par Paris, au point d'y avoir accueilli Madame Le Pen comme députée et cinq de ses co-députés. Mais ces électeurs qui la soutiennent pour l'instant, elle et les seins, vont malheureusement bientôt disparaître, car ils sont vieux et, avec le temps qui passe, les vieux « qui regardent l'horloge au salon, qui dit « oui », qui dit « non » (Jacques Bréel) n'ont guère d'avenir dans cette vallée de larmes ! *ndt*

⁶ Les Italiens de l'Alliance nationale aussi, suivant le mouvement social Italien de l'héritage mussolinien, se disputent sur cette question. En France, la nièce de Marien Le Pen, Marion Maréchal-Le Pen penchait en faveur d'une reconnaissance de la politique néolibérale par le Front National. Marine Le Pen a là-dessus momentanément mis sa nièce au réfrigérateur. *ndr S.I.*

⁷ Raison pour laquelle dans pas mal de circonscriptions du Nord qui avaient voté pour Mélenchon, des communistes « pragmatiques et réalisateurs locaux » ont pu passer. *ndt*

2. Emmanuel Macron, le *Chief Executive Officer* de la France AG⁸

Emmanuel Macron passe pour l'enfant prodige de la politique française. Son ascension fulgurante de presque inconnu au président nécessite une explication, avant tout aussi pour la raison que son orientation politique — « ni à droite, ni à gauche » — apparaît jusqu'à présent indéfinie. Dans la revue *Mediapart*, il parle d'équilibre social indispensable, lors d'un *interview* à la BBC, par contre, il annonce des réformes néo-libérales radicales dans le « marché »⁹ du travail et les système de sécurité sociale. Souvent — avant tout aussi dans les débats télévisuels français — il se donne comme modernisateur avec un *habitus* technocratique. À cela se rajoute : vis-à-vis des entreprises, il gère en fédérant, en considération de son mouvement, comme rédempteur et de temps à autre il révèle l'afféterie exaltée d'un gourou.

Le fils d'une doctoresse et d'un professeur de médecine est un modèle d'exemple de ce phénomène français que Pierre Bourdieu (2004) a analysé dans son ouvrage « *La noblesse d'état* » : la reproduction des élites économiques et politiques du pays et son réseau, laquelle prend naissance sur la base de la forme spéciale de sa formation ainsi que sur la base de sa haute mobilité à l'intérieur de l'état ainsi qu'entre l'état et l'entrepreneuriat d'économie privée. Le parcours de vie d'*Emmanuel Macron* est exemplaire pour cette sorte de reproduction : étude dans les deux grandes écoles renommées SciencePo et ENA, brève collaboration dans la *Think Tank*¹⁰ influente et socio-libérale « *Institut Montaigne* » t ensuite quatre ans auprès de la banque Rothschild comme *investbanker*¹¹. Après cela conseiller auprès du président dans les questions économiques et financières et finalement depuis 2014, ministre de l'économie dans le gouvernement d'Emmanuel Valls. Sa brève période de ministre de l'économie dans le cabinet Hollande, après que son prédécesseur Arnaud Montebourg ne voulu plus porter le virage néolibéral de Hollande et démissionna, Macron a amené la réputation qu'il était un social-libéral voire même un libéral de gauche (!, *ndt*). Ce par quoi il devint une option éligible fondamentale pour des électeurs du centre ou bien les socialistes. Il est vrai qu'il n'a en aucun cas mérité cette réputation. De fait, Macron, en tant que secrétaire de la « Commission Attali », a proposé dans deux rapports, un programme radical de déconstruction de l'état, destruction de la sécurité sociale, dérégulation des « marchés » du travail, libération des pouvoirs financiers, et privatisation. Ce modèle de penser, il l'a appris au *Think Tank*, « *Institut Montaigne* ». L'ancien conseiller de Mitterrand, Jacques Attali a servi enfin d'entremetteur pour l'entrée de Macron chez Rothschild, comme banquier d'affaires.

Éduard Louis (2017), auquel nous devons le roman autobiographique, dédié à Didier Eribon « *La fin d'Eddy* », en arrive par conséquent, en considération de Macron, à un jugement exterminateur : « Habermas tournant à vide. %es parents ressentent corporellement que le « dialogue du partenaire social », dont parle le candidat Emmanuel Macron à la présidence, est une phrase. Car ils savent instinctivement quelque chose comme un dialogue social, cela n'existe pas ». Et Didier Eribon (2007) trouve Macron est comme *Hollande* mais en pire.

Si l'on s'en tient à son livre programme, qu'il a simplement intitulé : « *Révolution* » (Macron 2016), le jugement d'Éduard Louis est compréhensible. Le titre *Révolution* promet tout d'abord un engagement politique héroïque — et un président qui est prêts à jouer son va-tout et d'amener soit des changements profonds et qui vont loin, soit d'échouer. ; Et donc avec cela il promet aussi lma radicalement nouveau, la rupture complète avec le système. Pourtant Macron évite en cela à devenir concert, il ne fixe pas de

⁸ « Directeur général de la Société anonyme France ». *ndt*

⁹ « Guillemets du traducteur, parce que le travail ne se vend ni ne s'achète, c'est un don humain à d'autres humains. *ndt*

¹⁰ « Boîte à idées », pas toujours « bonnes », les idées ! *ndt*.

¹¹ Banquier d'affaires. *ndt*

manière programmatique parle beaucoup plus de « projets » ou de « visions » et reste dans l'approximatif. Des hommes d'état peuvent entre temps agir de manière héroïque ou bien prétendre d'agir héroïquement. Placé devant la question d'être un héros ou un simulateur, Macron a résolu entre temps pour la simulation de politique.

Si l'on suit les déclarations sur la plate-forme du mouvement « en marche », alors beaucoup de choses parlent en faveur du fait que Macron, au fond, est un disciple attardé de la politique de réforme sociale-démocratique de la « troisième voie » (Giddens 1999). En proclamation de la plate-forme du mouvement se trouvent avant tout les emplois, lesquels, toujours est-il, donnent à entendre qu'ils ont été inspirés par la politique de réforme de la « troisième voie » des années 1990. Ainsi on y parle beaucoup, en proclamation, de « blocages », « impuissance » et « d'incapacité collective » et on exurge une « refondation du pays et de ses institutions ». Maintes choses rappellent les idées « d'exiger et d'encourager », comme les a suivies Gerhard Schröder avec l'Agenda 2010. Ainsi dès l'introduction on critique ceux qui refusent la réalité, ceux qui veulent en rester au statu quo dans la politique du « marché » du travail quoique, « nombre de nos compatriotes [...] n'ont aujourd'hui aucun accès au « marché » du travail ». Ainsi la vidéo de propagande très professionnellement réalisée, pense d'abord s'en prendre avec les « privilèges de quelques-uns au détriment de millions d'autres », non pas aux privilèges fiscaux et de distribution des entreprises et des fortunés, mais au contraire, beaucoup plus aux particularités des prescriptions juridiques du droit du travail et du systèmes social pour les plus démunis dans l'ancien fonctionnement de l'état ou la protection des contrats de travail et les contrats de travail à durée limitée d'employés plus anciens.

À cela convient le fait que le mouvement, tout à fait dans l'esprit de la « troisième voie » n'est ni caractérisé de droite ou de gauche, mais comme « troisième force ». On en se définit pas sur la politique du pays dit ont en proclamation, mais sur trois valeurs communes : « émancipation par le travail », « un substrat fait de liberté et de justice » ainsi que « un amour intime et exigeant à la fois pour l'Europe ».

Le cabinet que Macron a rassemblé à sa prise de fonction, semble rapprocher une grande coalition. Au plus évident avec la mise d'enjeu sur les ressorts les plus importants. Au noyau dur du gouvernement appartiennent les ressorts économiques et financiers, les politiques extérieure et intérieure. Le premier ministre est Édouard Philippe, avant cela maire du Havre et membre du parti conservateur *Les Républicains* Philippe incarne dans sa personne carrément l'idée type d'une grand coalition, car il a débuté sa carrière au parti socialiste, pour, à la fin des années 1990 passer dans celui des conservateurs. Sa nomination vise aussi naturellement à diviser le camp conservateur et à attirer des voix sur Macron. Il fit son expérience de gouvernement au ministère de l'écologie sous *Sarkozy*, comme collaborateur du ministère d'alors d'Alain Juppé. De l'écologie il est passé sans rupture à l'exploitant nucléaire AREVA. Il a combattu depuis lors tous les grands programmes d'environnement et s'est acquis la réputation d'un anti-écologiste impitoyable et dur.

Bruno Lemaire réunit le poste de ministère des finances et de l'économie. Il vient des rangs conservateurs et fut sous *Sarkozy*, cinq années durant, ministre de l'agriculture. Il a participé aux primaires des républicains, échoua cependant en ne recueillant que 2,4% des voix. Le point principal de son programme étaient alors de réduire les dépenses publiques autour de 80 à 90 milliards d'Euro et la suppression d'un demi-million de fonctionnaires, ainsi que le relèvement de l'âge de la retraite de 62 à 65 ans. Il est donc un frère spirituel de Wolfgang Schäuble.

Ministre de l'intérieur et ministre des affaires étrangères par contre proviennent de l'aile hollandienne du parti socialiste. Jean-Yves le Drian, ministre de la défense sous Hollande, devient ministre des affaires étrangères Il a mené sans bruit en quelque sorte le ressort de la défense. Il éveilla seulement

l'attention au moment où, après la victoire du parti de gauche dans les primaires, Hamon quitta le premier, en tant que ministre, le bateau qui était en train de couler et annonça quant à lui soutenir Macron. Étant donné que dans le système présidentiel français, le président conserve pour lui les sujets les plus importants de la politique étrangère, Le Drain ne disposera guère non plus de grandes possibilités pour se profiler. Le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, avant cela maire de Lyon, est en regard des attaques terroristes, mais aussi à cause de ses protestations sociales à attendre contre la politique d'austérité, est un homme extrêmement important du nouveau gouvernement. Il a également rompu tôt avec son parti et s'est muté en un soutien de Macron de la première heure.

Dans la configuration de son cabinet Macron essaye aussi d'éviter un positionnement concret. En vérité il aura à décider dans les prochaines semaines là où il se trouve : dans le camp de la nouvelle droite — ce sur quoi maintes choses attire déjà l'attention —, ou bien pourtant dans le camp des libéraux de gauche. Cela ne suffira pas de vouloir être encore ni à droite ni à gauche. Quoiqu'il en soit Macron a annoncé — ici aussi imprécis comme c'est pensable, un *new deal* au profit de tous les Français — et donc un virage vers une politique d'information, à laquelle autrefois *Hollande* opposa un refus. Comme premier acte de son entrée en fonction par contre, il veut aggraver une fois encore la loi travail qui fut dérégulée déjà sous *Hollande* — par décret et donc sans débat. Dans cet évitement du débat démocratique Macron se révèle beaucoup plus comme directeur général d'un grand Consortium d'état que président d'une république.

Alors que simule une politique, la connaissance gagne du terrain en France que si ce nouveau gouvernement devait ne devait pas parvenir à libérer la France du chômage, de stopper la ségrégation des banlieues et sortir les Jeunes de l'absence d'espoir, en cinq ans alors l'heure de la nouvelle droite ou du Front national sonnera. Et plus d'un se prépare à cela en silence : ils ne le feront pas. Ce qui n'est pas vu à cœur joie, c'est que cela ne tient pas seulement à la France de savoir si ces travaux d'Hercule pourront être maîtrisés, mais au contraire beaucoup de choses dépendront de la manière dont l'Allemagne se comportera face à la France.

3. L'épreuve poussée à outrance, la relation France-Allemagne au banc d'essai.

En France, le débat politico-économique a été mené le long de deux lignes directrices : l'une rend l'€ responsable de la misère française et voit la solutions aux problèmes de la France dans la sortie de l'Union monétaire européenne. Cette position fut massivement défendue dans la campagne électorale par le *Front national* qui exigeait un *Frexit* et — plus prudemment — par *Jean-Luc Mélenchon*, lequel aspirait pareillement à un référendum sur la question du maintien de la France dans l'UE. L'autre ligne était défendue par la nouvelle droite autour de *François Fillon*, lequel veut obtenir de force, dans son programme ultra libéral, une « dévaluation interne » de la France dans le cadre de l'Union Monétaire Européenne (UME) (*EWU, en allemand : Europäische WährungsUnion*), en réduisant les revenus des Français, en misant ainsi sur autant de gain de capacité de concurrence, afin de stabiliser la France sur les marchés de biens et capitaux.

Macron semble vouloir suivre ce programme dévaluation interne, d'où la libéralisation du droit du travail censé engendrer plus de flexibilité — en étant théoriquement pensée comme une offre — et censée produire, avec cela, de la croissance. Du côté des Socialistes marginalisés, on objecte en revanche que le programme de dévaluation interne est certes en accord avec les règles de l'UME, mais produira en conséquence, malheureusement, des catastrophes sociales. Mais en principe, on pourrait —

comme l'exemple de l'Allemagne en eût fait, en effet, la démonstration¹² — être couronné de succès par un tel programme dans l'espace européen.

Le caractère illusoire de la première position argumentative peut être très facilement démasqué : un retour à l'état national caractérise une politique régressive, laquelle, en présence des crises globales occasionnées — terrorisme international, changement climatique et crises monétaires et enfin, les mouvements migratoires — se voit condamnée à échouer, puisque des solutions éventuelles ne peuvent jamais être engendrées au plan national toutes ensemble, mais au contraire dans la dimension internationale des états nationaux. IL est alarmant de constater de quelle manière cette régression est en train de gagner du terrain : l'Angleterre s'est précipitée dans l'impasse de son rêve impérial antique, version 19^{ème} siècle attardé ; les Etats-Unis veulent regagner leur ancienne grandeur, version « temps d'après-guerre » en photos couleur sépia ; l'Europe, celle continentale, se retrouve « toute seule », plus affaiblie et plus contestée de tous les côtés que jamais ; la Pologne se vautre de plaisir dans l'orgie représentative d'un pays fictif ; en Hongrie de sont « bienvenus » que les Hongrois « pur souche » ; Français, Italiens et Néerlandais ont à faire avec des mouvements qui veulent se claquemurer dans des frontières imaginaires et la Catalogne, l'Écosse et les Flandres aspirent à l'indépendance.

La second position argumentative se base sur une vérité, pour ainsi dire, fondée de nature, laquelle rend presque impossible d'ébranler cette fois ancrée profondément dans la concurrence inéluctable des nations entre elles sur leur capacité concurrentielle. Une critique de cette position doit commencer par remettre en doute le concept de capacité de concurrence d'un pays. Car celle-ci ne peut jamais être comprise comme une « grandeur absolue », mais toujours seulement comme une grandeur « relationnelle ». Un pays A peut être vu relativement plus concurrentiel q'un pays B, parce qu'un pays A a révélé dans une plus forte mesure sa productivité qu'un pays B. La capacité de concurrence caractérise donc toujours une comparaison. Si la position est défendue que la France dût devenir plus concurrentielle, cela signifie qu'elle dût l'être en comparaison d'autres nations. Plus précisément encore : ce que la France conquiert en capacité concurrentielle, une autre nation doit le perdre d'autant.

Ainsi la situation du problème est-elle cernée à suffisance : *Macron* ne peut pas traiter les problèmes qu'il est censé résoudre en urgence comme des problèmes économiques d'ordre purement intérieur, mais au contraire seulement comme — pour le moins des problèmes européens. Ou bien, formulé autrement : il doit défendre inflexiblement la logique fonctionnelle de la capacité concurrentielle de son partenaire (et opposant) le plus puissant face à lui : l'Allemagne. Son axiome central doit par conséquent s'énoncer comme suit : tous les pays ne peuvent pas devenir plus concurrentiels dans le même temps, si, quant à elle, la France désire devenir plus concurrentielle, alors les autres pays doivent perdre d'autant leur capacité de concurrence.

Il reste à s'interroger

¹² Un succès, si l'on met de côté les emplois à « petits salaires », créés par cette réforme de l'*Agenda 2010*, pour un prolétariat appauvri que reflète, par exemple, le fait qu'à Darmstadt le quart de la population est en-dessous du seuil de pauvreté. *ndt*